

Article original

Exploitation pétrolière et conflit foncier dans la province du Logone oriental : cas du canton Béro

ASSOUE Obed^{1,2}, MOREMBAYE Bruno^{1,2} DOUMDE Marambaye^{1,2}*

^{*1}Département de Géographie, Université de Doba, BP : 03 Doba

²Groupe de Recherche Espace-Climat-Environnement (GRECE), ENS/Université de N'Djamena.

*Auteur correspondant : assouebed@gmail.com

Réf : AUM12-0205

Résumé : Située dans le département de la Nya, le canton Béro est une zone d'intenses activités agropastorales et de l'exploitation pétrolière. Mais très souvent, les activités pétrolières sont à la base des tensions communautaires fragilisant ainsi l'environnement social des populations. Cette étude vise à analyser les causes profondes de ces conflits et à comprendre les impacts socio-économiques de l'exploitation pétrolière sur les communautés locales. La méthodologie utilisée est la recherche documentaire, la collecte des données auprès des populations, chefs traditionnels et les responsables administratifs. Au total, 120 questionnaires ont été utilisés dans six (06) villages lors de cette enquête et qui portent sur l'exploitation pétrolière et conflits fonciers dans le canton Béro. Il ressort de cette analyse cinq (5) types de conflits dont le conflit lié à l'installation des éleveurs nomades (15,7%) ; conflit entre les cantons liés à la limite cantonale (11%) ; conflit entre les autorités traditionnelles et population (10,3%); conflit entre les autochtones et les ouvriers pétroliers (24,6%) et conflit liée à la réduction des terres cultivables entre les individus (38,4%). Ces conflits retardent le décollage socio-économique local. Un dialogue ouvert et respectueux entre toutes les parties prenantes est nécessaire pour trouver des solutions équitables et durables en faveur des communautés locales.

Mots clés : Logone oriental, canton Béro, exploitation pétrolière, conflit foncier, communautés locales

Oil exploitation and land conflict in the province of Logone Oriental: the case of the canton of Béro

Abstract: Located in the department of Nya, the canton of Béro is an area of intense agro-pastoral activities and oil exploitation. However, oil activities are often a source of community tensions, thereby weakening the social environment of the populations. This study aims to analyze the root causes of these conflicts and understand the socio-economic impacts of oil exploitation on local communities. The methodology used was documentary research and data collection from local populations, traditional leaders, and administrative officials. A total of 120 questionnaires were used in six villages during this survey, which focused on oil exploitation and land conflicts in the canton of Béro. Our analysis reveals five (5) types of conflict, including conflict related to the settlement of nomadic herders (15.7%); conflict between cantons related to cantonal boundaries (11%); conflict between traditional authorities and the population (10.3%); conflict between indigenous peoples and oil workers (24.6%); and conflict between individuals over the reduction of arable land (38.4%). These conflicts are holding back local socio-economic development. Open and respectful dialogue between all stakeholders is needed to find fair and sustainable solutions that benefit local communities.

Keywords: Eastern Logone, Béro canton, oil exploitation, land dispute, local communities

Introduction

La province du Logone Oriental, située au Sud du Tchad, est riche en ressources naturelles, notamment en hydrocarbures (Assoué, 2024, p.22). L'exploitation pétrolière, qui a débuté au début des années 2000, a profondément transformé le paysage économique et social de cette province. Cependant, cette richesse souterraine s'accompagne de nombreux défis, notamment des conflits fonciers qui exacerbent les tensions entre les communautés locales et les entreprises pétrolières. Le canton Béro, en particulier, illustre bien cette dynamique complexe. Ce canton regorge 369 puits de pétrole sur 276, 46 Km², soit un puits de pétrole sur 0,75 km² ou 75 ha. Cette densité crée une promiscuité entre les activités rurales et pétrolières et n'est pas sans conséquences sur l'environnement (B. Morémbye & al, 2024, p.318). Ainsi, les populations locales, dont les modes de vie sont intimement liés à la terre et aux ressources naturelles, se trouvent souvent en conflit avec les intérêts

des compagnies pétrolières. Ces conflits découlent de l'expropriation des terres, de la dégradation de l'environnement et de la marginalisation des communautés dans les processus décisionnels liés à l'exploitation des ressources. Dans ce contexte, il est important d'explorer les interactions entre l'exploitation pétrolière et les conflits fonciers dans le canton Béro. Cette étude vise à analyser les causes profondes de ces conflits, à comprendre les impacts socio-économiques de l'exploitation pétrolière sur les communautés locales et à proposer des pistes de solutions pour une gestion plus équitable des ressources. Ces activités pétrolières ont requis de larges espaces et ont induit par ailleurs un afflux de migrants vers ces bassins pétrolifères, à la recherche d'opportunités de tout genre (affaires, emploi, etc.). Ces immigrants ont créé des villages spontanés et exploitent également les terres cultivables qui se révèlent déjà limitées pour les communautés autochtones, accentuant ainsi la pression sur les ressources naturelles de base, en particulier sur les ressources ligneuses transformées en charbon pour des besoins énergétiques et de construction (Vincent Moutedé-Madji, 2018). Dans cette zone, le développement des activités pétrolières a entraîné une immobilisation temporaire ou définitive des terres à vocation agricole. L'expropriation et l'immobilisation des terres pour des causes d'utilité publique ont entraîné la dépossession des producteurs de leur droit coutumier sur ce principal moyen de production par les autorités. Ainsi, cette recherche s'inscrit dans une démarche visant à mettre en lumière les enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles source des conflits fonciers et à promouvoir un développement durable dans la province du Logone Oriental. En tenant compte du canton Béro, nous espérons contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques locales et à la recherche de solutions qui prennent en compte les besoins des populations autochtones.

1-Présentation de la zone d'étude

Située à l'extrême sud du Tchad, au centre-est du département de la Nya (Province du Logone Oriental), la zone d'étude couvre une superficie de 2 954 km² (figure 1).

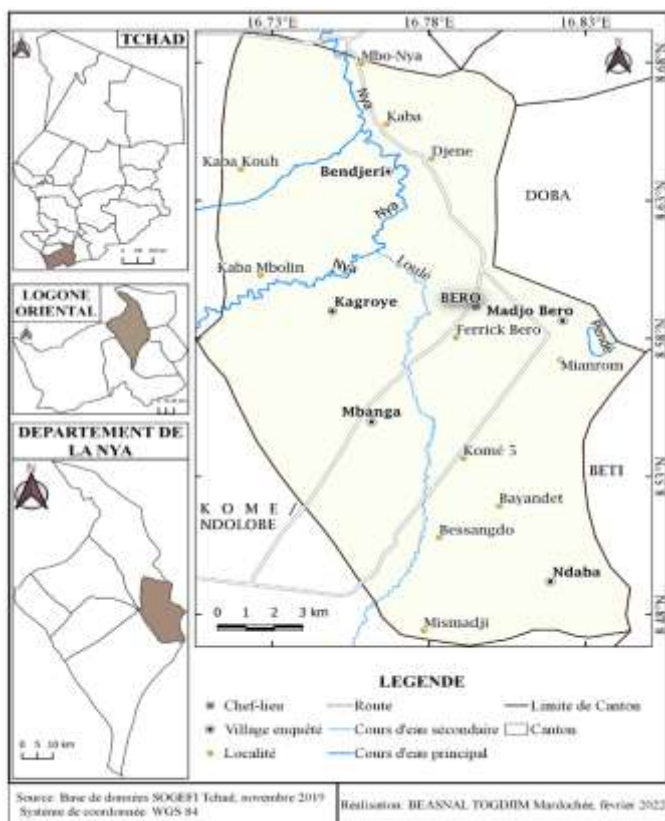


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

Ce territoire, bien que restreint à l'échelle nationale (0,23 %), bénéficie d'atouts naturels majeurs : un relief de plaine drainé par les fleuves Logone, Pandé, Nya et Loue, ainsi qu'un climat tropical humide offrant une pluviométrie généreuse (800 à 1 200 mm/an). Ces conditions, associées à une végétation de type soudanien, en font une zone de prédilection pour les activités agropastorales.

Toutefois, cet espace subit aujourd'hui une pression anthropique et foncière intense. Celle-ci s'explique par la sédentarisation des éleveurs nomades venus du Nord, l'afflux migratoire lié à l'attractivité du bassin pétrolier de Doba, dont Bébédja est le chef-lieu, et le développement des infrastructures industrielles.

Le secteur est particulièrement marqué par l'activité pétrolière, notamment dans le Canton Béro qui concentre 369 puits reliés à la centrale de Dodangte (Komé 5). La distribution spatiale des infrastructures est la suivante :

- Mbanga (1 et 2) : 120 puits et 1 manifold ;
- Madjo/Béro : 200 puits et 1 manifold ;
- Dodangte : 26 puits et 1 manifold ;
- Dokaïdilte : 16 puits, 2 manifolds et 2 stations de collecte ;
- Bayandé et Dildo : 7 puits et 1 manifold.

Cette concentration exceptionnelle représente une densité d'un puits pour 0,75 km² (75 ha). Selon Morémbaye et al. (2025), une telle emprise technique, incluant pipelines, routes et réseaux électriques, crée une promiscuité critique avec les activités rurales. Ce grignotage de l'espace réduit les terres disponibles et génère d'importants conflits spatiaux ainsi que des dégradations environnementales majeures.

2- Méthodologie

La méthodologie qui a permis de réaliser cet article est basé sur la recherche documentaire, les enquêtes, des entretiens et observations de terrain. Le choix de cette zone est fait en rapport avec le projet de la mise en exploitation du pétrole. Au total 120 questionnaires ont été utilisés dans six (06) villages lors de cette enquête et qui portent sur l'exploitation pétrolière et conflits fonciers dans le canton Béro. Le contenu du questionnaire administré a porté sur les conséquences de l'exploitation pétrolière sur les ressources naturelles, les problèmes fonciers avant et

pendant cette exploitation. Ce questionnaire a aussi pris en compte les types de conflits qui résultent de l'exploitation du pétrole et les mécanismes de leur résolution. Pour mieux avoir un nombre assez important et déterminant, nous avons utilisé la méthode de Gumuchian et al (2000). Ces auteurs ont expliqué que pour une telle étude, la détermination de l'échantillonnage doit passer nécessairement par le prélèvement de pourcentage sur la population totale de la zone d'étude. En effet, cette mode nous a permis de faire le prélèvement de 20% sur la population du canton. Aussi, l'objectif de cet outil d'enquête est de comprendre, comment l'exploitation du pétrole a créé le conflit foncier dans ce canton. En ce qui concerne le mode de traitement et de dépouillement de nos fiches, nous avons utilisé le logiciel SPSS; Excel 2016 et Word 2010. Quant à l'analyse cartographique on a utilisé le logiciel QGIS.3.18.3.

3- Résultats

La zone d'étude est aujourd'hui confrontée à un conflit lié à l'exploitation du pétrole. Cependant, ils sont gérés de manière traditionnelle entre les acteurs.

3.1. La réduction des terres cultivables suite au projet d'exploitation

L'exploitation pétrolière dans le canton Béro, a été présentée comme un levier de développement économique. Cependant, cette dynamique a entraîné une réduction significative des terres cultivables, mettant en péril les moyens de subsistance des communautés locales. Les terres agricoles, essentielles pour l'alimentation et la culture traditionnelle, sont souvent expropriées ou dégradées en raison des activités d'exploration et d'extraction. Les projets pétroliers impliquent souvent la création d'infrastructures telles que des routes, des pipelines et des installations de traitement, qui nécessitent de vastes étendues de terre. Cette occupation du sol réduit non seulement la superficie disponible pour l'agriculture, mais peut également entraîner une

dégradation environnementale, affectant la qualité des sols et des ressources en eau. Les populations locales, qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance, se retrouvent ainsi privées de leurs terres, ce qui compromet leur sécurité alimentaire et leurs moyens de vie. Ainsi, l'espace agricole est disputé entre le projet d'exploitation et la production agricole dans les villages enquêtés. L'effet direct de dispute de l'espace cultivable s'observe sur la réduction des superficies des champs des paysans. La réduction des terres cultivables engendre des conflits entre les communautés locales et les entreprises pétrolières. Suivons à cet effet les propos d'un enquêté: avant l'exploitation du pétrole, les problèmes fonciers ne se posent pas, car il y avait assez des espaces cultivables. Pendant cette exploitation, les problèmes fonciers se posent, car ESSO a occupé une grande superficie cultivable. Les agriculteurs, souvent marginalisés se sentent lésés et peuvent recourir à des actions de résistance ou de protestation. Ces tensions peuvent également exacerber les divisions au sein des communautés, créant un climat d'insécurité et de méfiance. Selon Madjigoto et al (2002, p.7), la superficie nécessaire pour la construction des infrastructures du projet est évaluée à 2 124 ha ; 890 ha sont destinés aux installations permanentes, 337 ha aux infrastructures associées et 553 ha à l'emprise du pipeline, une partie de cette surface a fait l'objet d'indemnisation en 1999. Pendant la seconde phase, le reste (48 % des 2 124 ha) sera acquis sur une période de trois ans pour le forage des puits et la construction des lignes d'écoulement, des conduites de collecte, des lignes électriques et des routes qui mènent aux puits. A la fin de la construction et du forage 457 ha resteront fermés à l'utilisation du public et 831 ha seront restaurés et remis à la population. On constate dans la zone que, les ressources naturelles (sols, végétation, eaux, animaux...) diminuent chaque année. Pour préserver ces ressources au bénéfice des générations futures, il est important d'adopter un nouveau comportement dans la gestion de celle-ci. La photo 1 montre un champ sous l'emprise de l'installation pétrolière.



Photo 1 : Champ sous l'emprise de l'installation pétrolière

Source : Mbainandoum, octobre 2021

L'analyse de la photo 1 montre un champ sous l'emprise de l'installation pétrolière. On note généralement une mauvaise production liée aux effets de l'installation pétrolière. Cette mise en exploitation dans un même espace ne favorise pas le développement de la culture. Ce qui impacte directement sur le rendement agricole. Globalement, lorsqu'un paysan n'arrive pas à atteindre son objectif agricole en termes de production, il devient agressif vis-à-vis des autres et cela peut engendrer un conflit. La figure 2 montre la proportion des répondants par rapport à la réduction des terres cultivables.

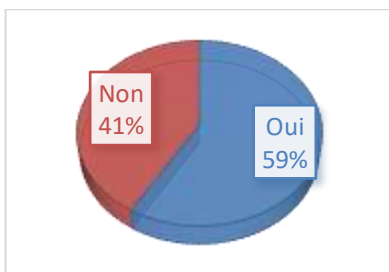


Figure 2 : Proportion des répondants

Source : enquête de terrain, mai 2025

La figure 2 indique la proportion des répondants relative à l'espace cultivable. L'enquête a montré que 59% des populations estiment qu'ils n'ont pas d'espace pour leurs activités agricoles contre 41% qui disposent des terres cultivables. La rareté des terres cultivables attise tellement des convoitises, si bien que les limites des parcelles sont perpétuellement remises en cause. Les terroirs villageois ne sont pas épargnés par ces disputes liées aux limites géographiques des parcelles (Dounde et al, 2024, p.19).

3.2. Les acteurs et sources des conflits dans le canton Béro

Les acteurs sont des personnes physiques ou morales ayant participé aux activités pétrolières source des conflits dans le canton. Ce sont des familles issues des communautés, les villages, les chefs traditionnels, les ouvriers pétroliers, les responsables des sociétés extractives et l'État. Dans cette zone, ces acteurs sont à la base des manifestations des conflits. Ils sont soit directement ou indirectement impliqués à travers la population au niveau local ou leurs représentants dans des grandes villes comme Doba, Moundou, N'Djamena etc. Selon l'enquête du terrain, 57,5% de population affirme que, l'exploration pétrolière dans le canton a augmenté les tensions intercommunautaires et les autres dynamiques des conflits locaux. Une communauté ou un groupe se sentent exclus ou considèrent que les profits générés par le projet ou les dédommagements ne sont pas répartis équitablement, cela crée du ressentiment entre communautés qui attisent les divisions et tensions au niveau local. Le risque de conflit s'aggrave lorsque des dédommagements doivent être versés pour des terres dont la propriété est contestée. Certaines parties prenantes laissent déjà entendre que la résurgence des conflits fonciers est en partie due au fait que la population espère bénéficier du pétrole. Les conflits de ce type restent souvent non résolus en raison de la capacité limitée des institutions et de l'État à y répondre. La plupart des personnes interrogées (31,2%) s'adresse aux chefs locaux en cas de litige. La figure 3 montre la perception des populations par rapport aux dédommagements.

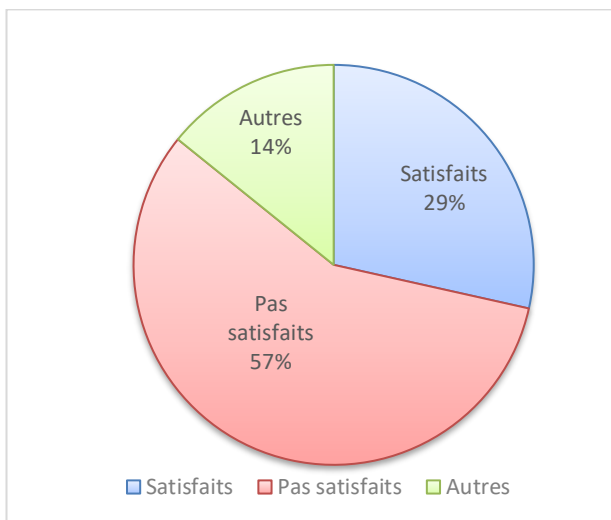


Figure 3 : Proportion des répondants par rapport aux sources de conflits

Source : Enquête de terrain, mai 2025

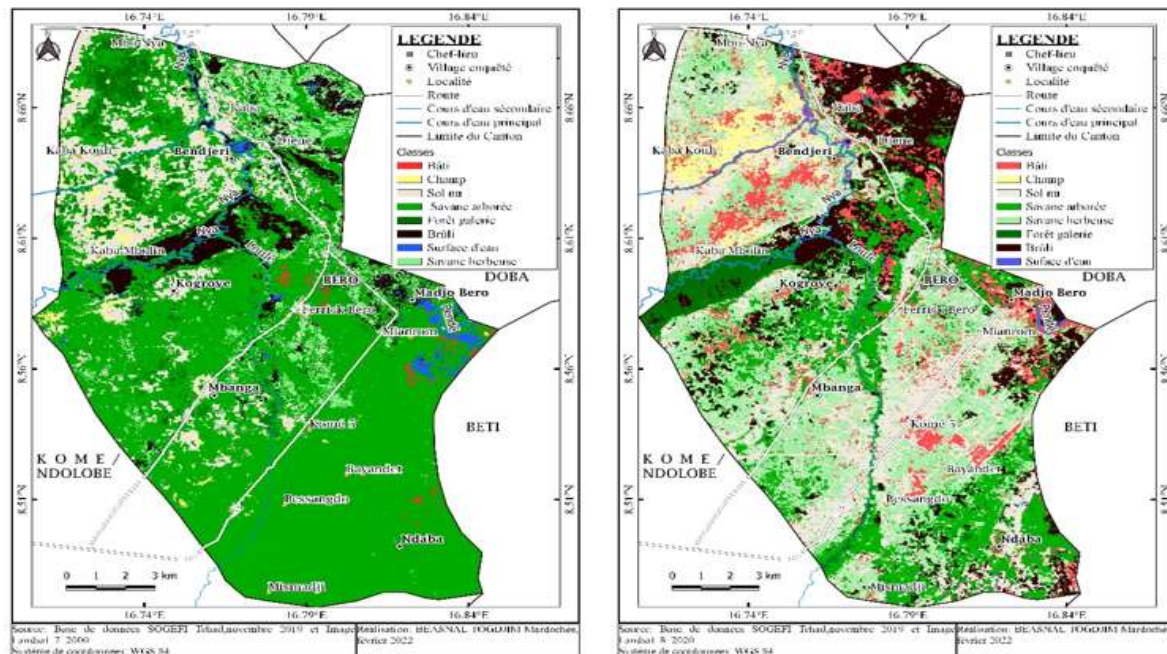
L'analyse de la figure 3 montre la proportion des répondants par rapport aux sources de conflits. L'enquête montre que 57% des populations ne sont pas satisfaites du retombé du projet pétrole, sui de 29% qui sont d'accord avec le projet et en fin 14% sont ceux qui ne sont pas dans la localité mais ont trouvé leur compte dans les retombés de ce projet. Globalement, dans cette zone, les populations ont vu leurs ressources naturelles arrachées et pensent un jour être renvoyé au profit de l'extension des infrastructures du projet pétrole de Doba.

3.3. Les ouvriers pétroliers, source d'augmentation de la population locale

L'implantation de l'industrie pétrolière entraîne souvent la création de nombreux emplois, non seulement pour les ouvriers directement impliqués dans l'extraction et le raffinage du pétrole, mais aussi pour ceux travaillant dans des secteurs connexes tels que la construction, les services, et la logistique. Cette dynamique

économique attire des travailleurs de diverses zones du pays, augmentant ainsi la population locale dans notre zone d'étude. Il s'ensuit une pression humaine sans précédent sur l'environnement (voir figure 4).

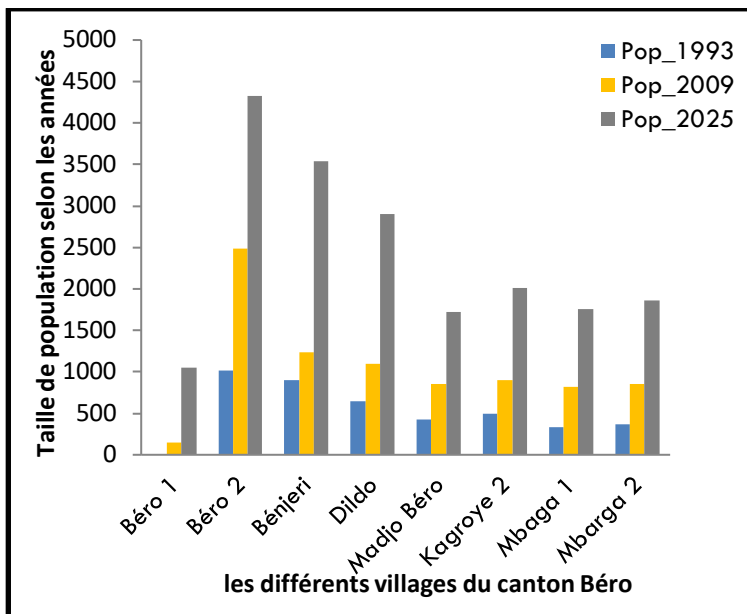
L'analyse de la dynamique de cette occupation des sols dans le terroir du Canton Béro montre qu'une modification notable s'observe sur le couvert végétal, signes des empreintes de l'homme à travers ses activités industrielles, vitales axées sur la destruction des arbres pour les besoins agricoles, pastoraux, énergétiques, d'habitat et aussi de service (B. Togdjim, 2022, p.142). Par ailleurs, l'augmentation de la population a pour conséquence pour le vivre ensemble des populations en termes d'insécurité liée au vol des bétails, braconnage etc. on observe généralement que ceux-ci viennent s'installer avec leurs familles, ce qui contribue significativement à l'augmentation de la population qui est déjà en difficultés par rapport aux terres des cultures réduites et à la cherté de vie au niveau local. L'augmentation du nombre de travailleurs a également stimulé le marché local en termes de restaurations, de commerces, de loisirs etc. permettant ainsi des nouvelles opportunités économiques. Globalement, l'arrivée d'ouvriers pétroliers dans le Canton Béro a un impact significatif sur l'augmentation de la population locale grâce à divers facteurs économiques, sociaux et culturels. Toutefois, il est important de prendre en compte les défis que cela peut également engendrer, tels que la pression sur les ressources locales et les infrastructures existantes.



Source: Beasnal Togdijim Mardochée, 2022

Figure 4: Occupation du sol en 2000 et en 2020

La figure 5 montre l'évolution de la population de quelques villages dans le Canton Béro.



Source : RGPH₂ 2009 et projections 2050

Figure 5: Augmentation de la population par villages enquêtés

Cette figure donne les écarts de populations de 1993 à 2025. On remarque un très grand changement entre les villages. Le village Béro 2 a vu sa population augmentée significativement. Avant l'exploitation du pétrole, les populations des villages ont une taille raisonnable, mais dès l'exploitation du pétrole, cette population a triplée suite à l'arrivée massive des ouvriers pétroliers et des hommes d'affaire.

3.4. Analyse des différents types de conflits en lien avec l'exploitation pétrolière

Cette typologie fait ressortir la classification des conflits selon leurs manifestations, l'objet ou l'enjeu des conflits, sans pour autant négliger la catégorie socioprofessionnelle et la nature du lien social entre les exploitants et ouvriers.

3.4.1. Conflit liée à la réduction des terres cultivables entre les individus

La réduction des terres cultivables engendre le plus souvent des conflits entre différents acteurs, il s'agit notamment des agriculteurs. Cette réduction des terres cultivables consécutive à l'exploitation du pétrole dans notre zone d'étude menace la capacité des agriculteurs à produire suffisamment des céréales pour la population. Mais pourtant, les terres agricoles sont déterminantes dans la préservation de la biodiversité locale. Au niveau local, cette agriculture est souvent considérée comme un pilier de l'économie, malheureusement, avec cette réduction des terres cultivables les agriculteurs enregistrent d'année en année des pertes affectant ainsi leurs modes de vie. Cette réduction des terres cultivables est aussi accompagnée de la réduction des terres de logements. Selon Arditi (1997. p.47), dans le canton Béro, le manioc introduit en 1930 a permis de résoudre les problèmes de famine des années 80. Aujourd'hui, sa culture est menacée par la sédentarisation des éleveurs dont les troupeaux détruisent les champs. Le tableau 1 dresse le pourcentage des conflits entre les individus.

Le tableau I analyse les conflits liés à la réduction des terres cultivables entre individus dans le canton. La proportion de ces conflits varie selon les années. Il ressort que l'année 2005 a enregistré 41 conflits soit 32,28% dans les différents villages du canton, cela est dû aux dédommagements, suivi

de 2010 avec 34 soit 26,77% et 2015 totalise 26 soit 20,47%. L'année 2000 qui est considérée comme début des activités a enregistré 18 soit 14,17% en fin 2020 a un taux de 8 soit 6,29%.

Tableau I : Proportion des conflits entre individus liés à la réduction des terres cultivables

| Années | Nombres | Pourcentage(%) |
|--------|---------|----------------|
| 2000 | 18 | 14,17 |
| 2005 | 41 | 32,28 |
| 2010 | 34 | 26,77 |
| 2015 | 26 | 20,47 |
| 2020 | 08 | 6,29 |
| Total | 127 | 100,00 |

Source : Comité de Dialogue et d'Entente, 2025

La pression sur l'espace a des conséquences négatives sur le milieu naturel. Elle est également responsable de la modification des rapports socio-économiques entre les communautés.

3.4.2. Conflit entre les autochtones et les entreprises extractives

Très souvent, le conflit entre les autochtones et les ouvriers pétroliers est un sujet compliqué qui soulève des questions de droits territoriaux, de protection de l'environnement et de développement économique. Les communautés autochtones revendiquent souvent des droits sur les terres qu'elles occupent traditionnellement. Ces terres sont souvent riches en ressources naturelles, y compris le pétrole qui est exploité par des entreprises extractives. On note sur un plan environnemental que ce projet pétrole a des conséquences dévastatrices affectant ainsi les écosystèmes locaux, la faune, la flore et les sources d'eau dont les plus touchés sont les communautés autochtones. Le plus souvent, lorsque

l'exploitation ne tient pas compte des conditions de vie des populations, cela crée des mécontentements entre les parties prenantes, donc le plus souvent on assiste à des manifestations pour revendiquer leurs droits sur les terres ancestrales et s'opposer à l'exploitation pétrolière qui menace leur environnement. Ce type de conflit est souvent géré par les leaders des autochtones qui se trouvent dans d'autres villes du Tchad ou dans des pays étrangers.

Le conflit entre les autochtones et les ouvriers pétroliers met en lumière des enjeux liés aux droits humains, à la justice sociale et à la durabilité environnementale. Les manifestations sont une forme d'expression existentielle pour les communautés autochtones qui cherchent à protéger leurs terres et leur mode de vie face à des pressions économiques croissantes. Dans ce cas, un dialogue ouvert et respectueux entre toutes les parties prenantes est nécessaire pour trouver des solutions équitables et durables en faveur des communautés riveraines.

3.4.3. Conflit entre les autorités traditionnelles et la population

Le conflit entre les autorités traditionnelles et la population intervient de différente manière, notamment en raison de divergences sur la gestion des ressources, des droits fonciers liés aux dédommagements et des pratiques culturelles. Il est vrai que les autorités traditionnelles ont un droit historique sur l'utilisation des terres et des ressources, mais la population locale estime aujourd'hui que ces droits ne sont plus adaptés aux réalités actuelles. Ces conflits se manifestent lorsque les autorités traditionnelles prennent des décisions concernant l'exploitation des ressources (comme l'eau, les forêts ou les terres agricoles) sans consulter la population dans la mesure où l'exploitation du pétrole a limité ceux-ci à avoir accès aux différentes ressources. On note également que, ces

conflits peuvent causer le départ des chefs traditionnelles. Lorsqu'un chef est contesté, les autorités agissent soit par une décision suspension tout en sachant qu'un membre du clan peut assurer l'intérim pour une durée donnée.

Le conflit entre les autorités traditionnelles et la population met en lumière des enjeux importants liés à la gouvernance, à la représentation et à l'identité culturelle. Les manifestations sont un moyen pour la population d'exprimer ses frustrations et de revendiquer une plus grande participation dans les décisions qui affectent leur vie quotidienne. Pour parvenir à une résolution constructive, il est souvent utile d'encourager un dialogue respectueux et inclusif entre toutes les parties prenantes, afin de trouver des solutions qui respectent à la fois les traditions et les aspirations des uns et des autres.

3.4.4. Conflit lié à la limite cantonale

Les conflits entre cantons liés aux limites cantonales interviennent lorsqu'il y a désaccord sur les ressources, la représentation politique, le développement économique ou des questions d'identité locale. Au tour des ressources naturelles telle que les cours d'eau, les forêts, les terres cultivables liées aux limites cantonales etc., les cantons se disputent. Les habitants d'un canton peuvent ressentir un attachement fort à leur identité locale et s'opposer à des changements de limites qui pourraient diluer leur culture ou leur histoire. Des revendications de rattachement à un autre canton peuvent surgir, entraînant des divisions au sein de la population. Aussi, les cantons peuvent avoir des priorités différentes en matière de développement économique, ce qui provoque des tensions, notamment si un canton estime que l'autre bénéficie de manière disproportionnée des investissements ou des infrastructures.

Dans le cas d'espèce, les conflits liés à la limite des cantons résultent de la convoitise de quelques habitants des villages frontaliers pour étancher les besoins en ressources naturelles dans un contexte de rareté du foncier, suite à l'exploitation du pétrole. Ces conflits s'apparentent à ceux décrits par B. Morémbye (2019, p.228) dans un terroir à saturation démographique :

En ce qui concerne les limites des terroirs villageois, les litiges sont rares et sont le plus souvent provoqués par la mauvaise foi de quelques individus qui refusent de comprendre afin de satisfaire leur désir d'avoir des terres cultivables. Ces litiges opposent le plus souvent les propriétaires des parcelles aux limites des terroirs. Or, il est rare voire impossible que dans un village aucune personne ne puisse connaître les limites exactes dudit village. C'est pourquoi, les conflits liés aux limites des terroirs villageois sont rares. [...]. Ces flous sont entretenus par l'existence des espaces frontaliers qui autrefois faisaient l'objet d'exploitation commune par les villages riverains, comme la chasse par exemple.

Les conflits liés aux limites des entités administratives sont très souvent dangereux car il s'agit de l'identité de ces entités. Les manifestations constituent un moyen pour les citoyens d'exprimer leurs préoccupations et de revendiquer une prise en compte de leurs intérêts. En fin, pour mieux gérer ces conflits, il est nécessaire d'encourager un dialogue ouvert entre les cantons concernés et d'impliquer la population dans le processus décisionnel afin de trouver des solutions équilibrées et respectueuses des aspirations locales.

3.4.5. L'installation des éleveurs nomades, facteurs explicatifs de la pression sur l'espace source de conflit

Autrefois, les éleveurs venus du Nord du Tchad s'installaient temporairement dans la zone de transhumance pour paître

leur bétail en saison sèche et profiter des résidus de récolte et des repousses d'herbes après les feux de brousse. En saison des pluies, ils repartaient vers le nord. Mais depuis trois décennies environ, ils tentent de se fixer définitivement pour profiter des conditions écologiques locales favorables. Dès lors, en plus de leur activité traditionnelle d'élevage, ils commencent à s'adonner à l'agriculture. Lieugong. M et Sama .O (2007, p.3), estiment que suite à la dégradation continue des conditions d'élevage, ces éleveurs émigrent vers le sud pour une installation définitive. Cette population humaine et animale qui s'accroît considérablement induit une pression insupportable sur le peu de ressources naturelles qui restent exploitables. Ce petit espace fertile que les éleveurs et les agriculteurs sont désormais obligés de partager, est également occupé par le projet pétrolier, ce qui débouche inéluctablement sur des conflits, malheureusement entretenus par la situation politico-militaire du pays. La figure 5 montre le pourcentage des cheptels dans le canton Béro.

La figure 5 montre le pourcentage des cheptels dans le canton. Il ressort que, 50871 volailles ont été recensé soit 70%, suivi de 13735 bovins soit 19%, 3411 ovins soit 5%, les caprins et porcins viennent respectivement avec (3202, 1244) 4% et 2%.

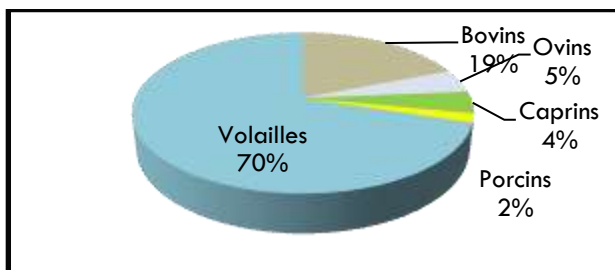


Figure 5 : Pourcentage des cheptels dans le canton Béro
Source : Plan de développement cantonal, 2024

L'élevage pratiqué dans le canton est de type extensif, les éleveurs transhumants viennent séjourner avec des grands troupeaux de bovins et ovins pendant la saison sèche pour faire paître leur bétail.

Cet élevage rencontre d'énormes difficultés parmi lesquelles le faible taux de couverture vaccinale entrainant l'émergence des maladies zoo sanitaires (animales), le manque de pharmacies vétérinaires, le manque de formation des auxiliaires d'élevage et des producteurs, le manque de couloir de transhumance. Aussi, dans la zone d'étude, il existe également des mécanismes de résolution des conflits qui mise en place par les ONGs et les religieux, il s'agit notamment du Comité de Dialogue et d'Entente (CDE) et la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP). La figure 7 montre les modes de résolution des conflits dans la zone d'étude.

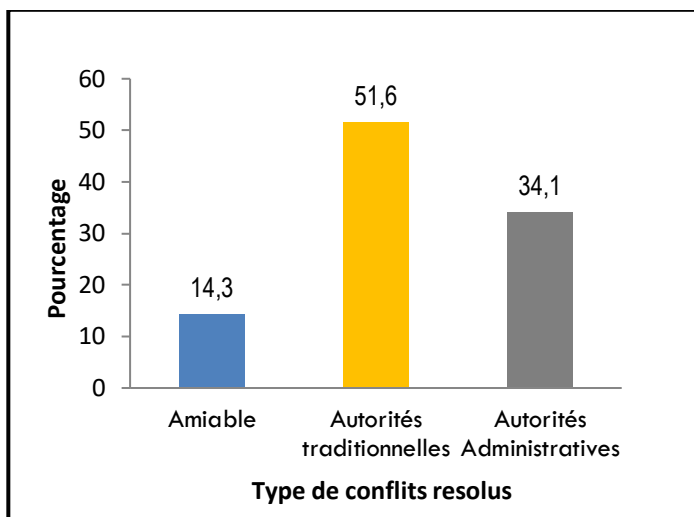


Figure 7: Mode de résolution des conflits

Source : Enquête de terrain, mai 2025

La figure 7 montre les modes de résolution des conflits dans la zone d'étude. Cependant, la résolution par les autorités traditionnelles est la plus sollicitée soit 51,6%, suivi des autorités administratives avec 34,1% et le mode à l'amiable avec 14,3%. On note également que les élus locaux, les parents issus de ces villages vivants ailleurs peuvent influencer sur les conflits. Tout de même, dans le canton Béro, site principale de l'exploitation pétrolière, la mauvaise perception paysanne est source et facteur aggravant les différents conflits liés à l'exploitation pétrolière dans la zone. Le faible taux de résolution des conflits à l'amiable extérioriserait les rancœurs des individus dans un contexte de rareté du foncier, engendré par l'exploitation pétrolière.

Discussion

L'exploitation du pétrole de Doba tout comme les autres du pays actuellement souffrent de mauvaise gouvernance. Doumde et al (2024, p. 20) estiment que, la découverte de pétrole dans plusieurs pays du sud fait l'objet de mauvaise gouvernance, de laxisme, et a entraîné de profondes mutations défavorables aux populations dans la plupart des pays africains exportateur de Pétrole. En prenant des terres agricoles, l'exploitation pétrolière a réduit considérablement l'espace de vie des populations, ainsi, ceux-ci sont à la recherche des terres agricoles dans d'autres cantons créant ainsi les conflits dans la zone d'étude. Pour venir à bout de cette situation embarrassante, les autorités, traditionnelles, administratives et politiques se doivent d'abandonner les mauvaises habitudes acquises qui pervertissent et exacerbent le mode actuel de gestion des conflits pour adopter des mesures plus courageuses et plus équitables. Moutedé-Madjji (2018, p.31) pense que, les activités pétrolières ont induit un afflux migratoire des personnes venues des régions voisines et des pays voisins du Tchad vers ces bassins pétrolifères, à

la recherche d'emploi et d'autres opportunités, accentuant ainsi la pression sur les ressources naturelles de base, dont la terre et les ressources ligneuses. Dans le même ordre d'idées, B. Morémbye & al (2024) ont montré qu'avant le projet d'exploitation et d'exportation du brut tchadien, le Canton Béro est un milieu voué aux activités agropastorales et les conditions écologiques y sont très favorables aux diverses activités rurales. Avec ce projet, le couvert végétal ligneux, manteau protecteur du sol et des ressources édaphiques, passa de 66% en 2000 à 18% en 2020. Ce recul important du couvert végétal s'explique par l'intensité des activités anthropiques, car l'exploitation du pétrole a occasionné la pression sur les ressources et fait gonflée la population en attirant les immigrants. Ces activités pétrolières n'ont pas seulement contribué à accroître la pression sur les ressources foncières par l'immobilisation des terres, mais ont également participé à l'accroissement de la valeur marchande des terres et des arbres dans le Logone oriental. L'exploitation pétrolière dans le Logone oriental a aussi des effets sur les activités économiques de la population. Pour Assoué (2024, p.22), l'exploitation du pétrole de Doba a fait des victimes fonciers. Ceci allant de la réduction des terres cultivables liée au mauvais dédommagement, à la restriction du mode de vie rural des communautés exposant ainsi les populations autochtones aux divers conflits. Aussi, les conflits agriculteurs-éleveurs sont essentiellement liés à la gestion d'un espace de plus en plus convoité du fait des contraintes naturelles et humaines. Pourtant, l'exploitation pétrolière apparaît comme une potentialité de la croissance économique; d'amélioration des conditions de vie des populations et du développement. Malheureusement, dans le canton Béro, l'exploitation a contribué à la dégradation du tissu social au sein des communautés.

Conclusion

L'exploitation pétrolière dans la province du Logone Oriental, et plus particulièrement dans le canton de Béro, met en lumière les tensions croissantes entre les intérêts économiques et les droits fonciers des populations locales. Les ressources pétrolières, bien qu'elles puissent offrir des opportunités de développement économique et d'amélioration des infrastructures, sont également sources de conflits significatifs. Les populations locales, souvent dépendantes de l'agriculture et de l'élevage, se trouvent confrontées à des menaces sur leurs terres et leurs moyens de subsistance. La promiscuité des activités agricoles et pastorales, favorisée par l'exploitation du pétrole, génère des conflits intercommunautaires. Les membres des familles, les voisins des parcelles agricoles, les villages et les cantons se disputent l'espace. L'absence de consultations adéquates et de compensations justes a exacerbé le ressentiment et la méfiance envers les entreprises pétrolières et les autorités gouvernementales. Aussi, les promesses de développement économique ne se traduisent pas toujours par des bénéfices tangibles pour les communautés, ce qui alimente un sentiment d'injustice et d'exclusion. Les revendications sur les terres, souvent mal définies ou contestées, entraînent des conflits entre les exploitants pétroliers, l'État et les communautés locales. Les terres ancestrales sont souvent réquisitionnées sans consentement éclairé des populations, augmentant ainsi les tensions. Pourtant, les autorités locales et nationales doivent être proactives dans la régulation des activités pétrolières afin de garantir les droits des populations de manière harmonieuse. Enfin, les entreprises pétrolières doivent adopter également des pratiques responsables, en intégrant les préoccupations sociales et environnementales dans leurs opérations. Tout de même, il est normal que les parties prenantes instaurent un dialogue constructif

permettant aux communautés locales de participer activement aux développements de leur localité.

Références Bibliographiques

Arditi C, 1997, Paysans Sara et éleveurs Arabes dans le sud du Tchad : du conflit à la cohabitation ? in Baroin C. Boutrais J. *L'homme et l'animal dans le bassin du Lac Tchad, actes du colloque du réseau Méga-Tchad*. Paris : IRD (Colloques et Séminaires). Réseau Méga-Tchad : Colloque, Orléans (FRA), pp 555-573

ASSOUE Obed, 2024, Conflits autour des ressources naturelles au Tchad : perception et analyse des paysans. *Communication au Colloque des jeunes chercheurs*, Université de Yaoundé 1, 28 p

BEASNAL TOGDJIM Mardochée, 2022, *Dynamique du couvert végétal ligneux et ses implications dans le Canton Béro au Sud du Tchad*, Mémoire de Master recherche de Géographie, Parcours/spécialité : Géographie Environnement Naturel et Aménagement (GENA), Option : Biogéographie, Université de N'Gaoundéré, 199 p

DOUMDE M., MBAINANDOUM M., BERET N., 2022, Exploitation pétrolière de Bemiran : dégradation écologique et conflit lié à l'espace. *Annales de l'Université de Moundou, Série A-FLASH Vol.11(2)*, Décembre 2024, <http://aflash-revue-mdou.org>, p- ISSN 2304-1056/e-ISSN 2707-6830, pp.383-406

DOUMDE Marambaye, 2022, Modalités d'émergence et processus de régulation des conflits d'usage liés aux ressources sur les rives tchadiennes du lac Tchad. Thèse de Doctorat PHD de Géographie, Université de Maroua, 350 p

DOUMDE Marambaye, 2006, *Exploitation pétrolière et Dynamique des systèmes de production au Sud du Tchad*.

Mémoire de DEA de Géographie, Université de N’Gaoundéré, 112 p

GUMUCHIAN, H. et MAROIS, C. 2000, « Initiation à la recherche en Géographie : aménagement, développement territorial, environnement ». Collection Géographie, Edition PUM (2000), pp 239-295

GRAMPTC, 2011, Une nouvelle compagnie pétrolière explore un bassin au Logone Occidental : un puits test dont les incidents promettent est en cours de forage dans le département de Ngourkoso. Rapport de monitoring n°012/CD/GRAMPTC/2011. pp 7-31.

Institut National de Statistiques et des Etudes Economiques et Démographiques, 2009, Deuxième recensement général de la population et de l’habitat, résultats globaux. Ministère de l’économie et du plan. Projection 2050.

LIEUGOMG Médard et SAMA OZIA, 2007, « Bébédja (sud du Tchad), un espace sous pression ». *La revue électronique en sciences de l’environnement, Hors-Série 4, novembre 2007*. pp 1-8

MADJIGOTO Robert et GOUEL Christian, 2003, « Les effets de l’exploitation pétrolière dans la zone agricole des savanes du sud du Tchad : Etude d’impact sur l’environnement des populations. Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis ». Actes du colloque du 27 au 31 mai 2002, Garoua, Cameroun. p 5.

MBAINANDOUM Modest et MEDIEBOU Chindji, 2014, « Impacts de l’exploitation pétrolière sur les activités agropastorales dans le Canton KIAGOR (SUD DU TCHAD) ». *Revue Espace Géographique et Société Marocaine, Numéro 80-81, janvier 2024*, pp 243-558

ASSOUE O. et al, *Exploitation pétrolière et conflit foncier dans la province du Logone oriental : cas du canton Béro*

MINISTERE DU PETROLE, 2006, *Convention de recherches, d'exploitation et de transport des hydrocarbures entre la République du Tchad et le consortium (OPIC Africa et la République du Tchad)*, Bloc Chari Ouest III, Chari Sud II et le Lac-Tchad I. Janvier 2006. pp 7-68.

MORÉMBAYE Bruno, BEASNAL TOGDJIM Mardochée, GOLGO Evariste, 2024, « Les Conséquences Environnementales de l'Exploitation Pétrolière dans le Canton Béro ». In *Collection Pluraxes/Monde, Vol N° Spécial/Fin campagne Editoriale*, décembre 2024, pp.316-344

MOREMBAYE Bruno, 2019, *Mobilités rurales et durabilité des systèmes agropastoraux dans la Région du Logone Occidental (Sud du Tchad)*, Thèse de Doctorat Ph. D de Géographie, spécialité : Dynamique de l'environnement et des risques, Université de Yaoundé I, 343p

VINCENT MOUTEDE-MADJI, 2018, *Exploitation pétrolière et mutations spatio-économiques dans le Logone oriental (Tchad)*, Etudes africaine, Série Economie, Harmattan 399 p.